



**SEANCE D'INFORMATION DU CONSEIL DE SECURITE  
PRESENTATION DU RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU  
SUR LA SITUATION EN AFRIQUE CENTRALE ET SUR LES ACTIVITES  
DU BUREAU REGIONAL DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE  
CENTRALE (BRENUAC)**

oooooooooooooooooooo

**DECLARATION DE  
SON EXCELLENCE MONSIEUR LEON ADOM KACOU HOUADJA  
AMBASSADEUR, REPRESENTANT PERMANENT  
DE LA CÔTE D'IVOIRE AUPRES DES NATIONS UNIES**

*New York, le 13 décembre 2018*

*A vérifier au prononcé*

## **Excellences Mesdames et Messieurs,**

Ma délégation remercie Monsieur François Louncény Fall, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (BRENUAC), pour sa présentation du Rapport semestriel du Secrétaire général sur la situation socio-politique et sécuritaire en Afrique centrale et dans le bassin du Lac Tchad, ainsi que sur les activités menées par le BRENUAC, dans le cadre de son mandat.

## **Excellences Mesdames et Messieurs**

La Côte d'Ivoire salue les progrès réalisés récemment dans plusieurs pays de l'Afrique centrale notamment la tenue d'élections, dans des conditions plus ou moins apaisées.

Ma délégation reste cependant préoccupée par la persistance des défis politiques et sécuritaires multiformes tels que les conflits armés, le terrorisme, le trafic de ressources naturelles, le braconnage, la criminalité transnationale organisée et la piraterie maritime, qui ont des conséquences désastreuses au plan humanitaire.

En République Centrafricaine (RCA), l'absence de l'autorité de l'Etat sur une partie importante du territoire national, les attitudes contradictoires des dirigeants des groupes armés quant à leur engagement, en faveur d'un accord de paix global en RCA, la recrudescence de la violence à tendance ethnique et religieuse, tels, les événements meurtriers du 15 Novembre à Alindao, dans le Nord -Est du Pays, ainsi que les attaques répétées contre la Mission Multidimensionnelle Intégrée de Stabilisation des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA), continuent d'être une source d'inquiétudes.

Au regard de cette situation la Côte d'Ivoire salue et encourage les efforts du Président de la République Centrafricaine, Monsieur Faustin-Archange TOUADERA et de son Gouvernement, qui privilégient le dialogue constructif et la concertation avec tous les acteurs nationaux et régionaux, y compris les groupes armés et la société civile, afin d'aboutir à une réconciliation nationale inclusive, indispensable pour parvenir à une paix durable.

A cet égard, la mise en œuvre de la feuille de route de l'Initiative Africaine pour la paix et la réconciliation en République Centrafricaine, à laquelle mon pays apporte son plein soutien, pourrait constituer la clé d'une sortie de crise pacifique et durable en République Centrafricaine.

Dans cette optique, la décision des Nations Unies et de l'Union Africaine de nommer conjointement un Envoyé spécial en vue d'impulser une nouvelle dynamique à la mise en œuvre de cette initiative est d'une importance capitale.

Par ailleurs, l'engagement des pays de la région, et en particulier les Etats voisins, notamment par le biais des Commissions mixtes garde toute sa pertinence dans la gestion efficace de cette crise face notamment au défi de la criminalité transnationale.

Concernant la République Démocratique du Congo, les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord politique du 31 décembre 2016 dénommé « Accord de la Saint Sylvestre » et le bon déroulement des préparatifs des élections générales du 23 décembre 2018, si importantes pour la stabilité du pays et de la sous-région", constituent des avancées qu'il convient de saluer.

Afin de maintenir cette dynamique positive, ma délégation appelle tous les acteurs politiques congolais à œuvrer de sorte à créer un environnement favorable au déroulement d'élections libres, transparentes, crédibles et paisibles.

Par ailleurs, l'immensité des défis sécuritaires, humanitaires et sanitaires notamment dans l'Est du pays, marquée par la persistance de l'épidémie d'Ebola, appelle de la part du Gouvernement de la RDC et de la Communauté internationale une intensification et une coordination des efforts afin de faire face à cette pandémie.

A cet égard, la Résolution 2439 (2018) adoptée le 30 Octobre 2018 par le Conseil de sécurité concernant l'épidémie d'Ebola en République Démocratique du Congo ainsi que l'action de tous les acteurs pertinents y compris la MONUSCO, et les partenaires bilatéraux et multilatéraux est nécessaire dans la lutte contre cette épidémie afin de créer un environnement favorable au retour de la paix durable et de la stabilité en RDC.

Concernant la situation au Burundi, la Côte d'Ivoire salue les efforts déployés par le Facilitateur et le Médiateur dans la crise dans ce pays, en vue de garantir l'inclusivité du dialogue politique inter burundais.

Cependant, elle regrette que l'absence du Gouvernement burundais et de certains acteurs politiques à la cinquième session des pourparlers inter burundais, tenue du 24 au 29 octobre 2018 à Arusha (Tanzanie), ne contribue à replonger le processus politique dans l'impasse.

C'est pourquoi, ma délégation encourage la Communauté internationale, l'Union Africaine et la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est à poursuivre leurs efforts en faveur de la paix et de la stabilité au Burundi, dans la perspective de la tenue d'élections apaisées en 2020.

### **Excellences Mesdames et Messieurs**

La situation sécuritaire dans le bassin du Lac Tchad, constitue également une source de préoccupation pour ma délégation, en raison de la menace persistante du groupe Boko Haram dont les activités criminelles et terroristes ont des répercussions désastreuses sur les populations civiles notamment les enfants, les femmes et les filles, au Cameroun, au Tchad et au Niger.

Dans l'optique de combattre ce fléau, la mise en place de la stratégie régionale de stabilisation, de relèvement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad, touchées par les activités de Boko Haram, validée par l'Union Africaine et la Commission du Bassin du Lac Tchad, le 30 Aout 2018, est à saluer. Nous appelons les partenaires internationaux à honorer leurs promesses d'aides, tel qu'annoncé les 03 et 04 septembre 2018 à Berlin, lors de la Conférence de haut niveau sur la région du Lac Tchad.

Par ailleurs, les agissements de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), en dépit de la réduction de ses capacités opérationnelles, demeure une menace pour la sécurité des civils, particulièrement en République Centrafricaine et en République Démocratique du Congo.

La décision du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine visant à maintenir l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de Résistance du Seigneur (ICR-LRA), en attendant l'élaboration d'une stratégie de retrait progressif de cette initiative, permettrait de maintenir ce groupe armé sous pression et de l'affaiblir considérablement.

## **Excellences Mesdames et Messieurs**

Les difficultés relevées supra démontrent la nécessité de la mise en place d'une stratégie de coopération régionale participative et inclusive à l'égard de toutes les composantes des populations concernées, afin d'apporter une réponse appropriée aux défis qui minent l'Afrique centrale.

A cet égard, mon pays soutient les efforts déployés par la Communauté Économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) en faveur de la paix et de la sécurité et salue la validation du plan d'action régional concernant la participation des femmes aux activités de sortie de crise de la région, en application de résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, conformément aux recommandations du Comité consultatif permanent des Nations Unies, chargé des questions de l'Afrique Centrale.

Le partenariat entre les Organisations régionales, sous-régionales et intergouvernementales dans le cadre d'un partage d'expériences et d'un soutien mutuel, en vue de faire face au défi de la lutte contre l'instabilité s'avère d'une utilité capitale.

Le Sommet conjoint CEEAC-CEDEAO sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent tenu le 30 juillet 2018, est une bonne illustration de cette coopération. Nous en appelons à l'appui de la Communauté internationale, en vue de la mise en œuvre des conclusions de ce sommet.

Il convient également de souligner l'importance de la collaboration entre la CEEAC et la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), dans le cadre de l'intégration et de la coopération régionale notamment sur les questions de paix et de sécurité, de même que la bonne collaboration entre le BRENUAC et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), visant à harmoniser l'approche des Nations Unies en faveur de la paix et de la sécurité dans leurs sous-régions respectives.

## **Mesdames et Messieurs**

Le Rapport du Secrétaire général nous instruit utilement sur les activités de bons offices, de diplomatie préventive, et de médiation du BRENUAC qui ont permis de réaliser, au cours de ces derniers mois, des progrès en matière de sécurité, de paix et de stabilité en Afrique centrale. Elles ont porté notamment sur la prévention et l'atténuation des crises, l'appui à la mise en place de réformes politiques inclusives et la promotion du dialogue, contribuant ainsi à l'issue pacifique des élections notamment à Sao Tome-et-Principe.

De même, le rôle de coordination joué par le BRENUAC entre les différentes représentations des Nations Unies dans la région est un facteur important dans la synergie des actions de l'ONU en Afrique centrale. En témoigne la tenue du premier atelier des représentants des composantes politique de l'ONU dans la région, les 05 et 06 Novembre à Libreville (Gabon), sous la coordination du Bureau régional, en réponse à l'appel du Conseil de sécurité, dans sa déclaration présidentielle du 10 Août 2018.

Pour terminer, la Côte d'Ivoire réaffirme son soutien au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et au Représentant spécial du Secrétaire général dont la mission de bons offices et de diplomatie préventive demeure pertinente dans la recherche de la paix, de la stabilité et du développement socio-économique des Etats d'Afrique centrale.

**Je vous remercie.**